



## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### MARCHE DE TRAVAUX POUR LA REALISATION DU SKATE-PARK DE VAUVERT

**Maître d'ouvrage :**  
**COMMUNE DE VAUVERT**  
2 place de la Libération et du 8 mai 1945  
30600 Vauvert  
Tél : 04.66.73.10.73  
Adresse électronique : [mairie@vauvert.com](mailto:mairie@vauvert.com)  
Site Internet: [www.vauvert.com](http://www.vauvert.com)

### REGLEMENT DE CONSULTATION

<b>N° du marché</b>	<b>2025V011 00</b>
<b>Procédure</b>	<b>Marché à procédure adaptée Article R 2123-I du Code de la commande publique</b>

## Table des matières

<b>I</b>	<b>- OBJET DE LA CONSULTATION - PASSATION .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET.....	3
1.2	DECOMPOSITION EN LOTS - DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	3
1.3	MODE DE PASSATION .....	3
<b>2</b>	<b>- DENOMINATION ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE PASSANT LE MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>- COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE .....</b>	<b>4</b>
<b>4</b>	<b>- DESCRIPTION DES PRESTATIONS – VISITE.....</b>	<b>4</b>
<b>5</b>	<b>- PROPOSITION FINANCIERE .....</b>	<b>4</b>
<b>6</b>	<b>- RESPECT DES COÛTS PREVISIONNELS DES TRAVAUX.....</b>	<b>4</b>
<b>7</b>	<b>- MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
7.1	MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX CANDIDATS .....	5
7.2	CONTENU DU DOSSIER A REMETTRE PAR LES CANDIDATS.....	5
7.3	CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS PAR LES CANDIDATS .....	7
7.3.1	Date limite de remise des offres : .....	7
7.3.2	Conditions d’envoi des candidatures et des offres sur papier .....	7
7.4	ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....	8
7.4.1	Analyse des candidatures.....	8
7.4.2	Jugement des offres .....	8
<b>8</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>10</b>
<b>9</b>	<b>VARIANTES.....</b>	<b>10</b>
<b>10</b>	<b>FORME JURIDIQUE DE L’ATTRIBUTAIRE – MANDATAIRE SOLIDAIRE .....</b>	<b>10</b>
<b>11</b>	<b>MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>10</b>
<b>12</b>	<b>DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....</b>	<b>11</b>

## **I - OBJET DE LA CONSULTATION - PASSATION**

### **I.1 OBJET**

La présente consultation concerne l'ensemble des travaux relatifs à la création d'un skate-park à l'entrée du complexe sportif Léo Lagrange sur la ville de Vauvert.

Les conditions de réalisation des travaux et la définition de leur mode d'exécution sont précisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

Il n'est pas prévu de variantes obligatoires.

Le projet intégrera en tranche optionnelle des aménagements paysagers permettant l'accueil du public en utilisation courante.

### **I.2 DECOMPOSITION EN LOTS - DECOMPOSITION EN TRANCHES**

Le marché est composé d'un lot unique, les prestations, très imbriquées, n'étant pas divisibles sauf à complexifier leur exécution, rendre difficile la détermination des éventuelles responsabilités en cas de malfaçon ou retard et augmenter le coût de l'opération.

Le présent marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle dont le descriptif figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières :

- **Tranche ferme : Réalisation du skate-park**
- **Tranche Optionnelle : Aménagements Paysagers**

### **I.3 MODE DE PASSATION**

Procédure adaptée - Marché suivant article R 2123-1 du code de la commande publique.

Le candidat s'engage à réaliser, à ses frais exclusifs, toutes les suggestions nécessaires à la réalisation de l'ouvrage n'émanant pas d'une modification du projet formulée par le maître d'ouvrage

## **2 - DENOMINATION ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE PASSANT LE MARCHE**

Maître d'ouvrage :

COMMUNE DE VAUVERT

Monsieur le maire

2 place de la Libération et du 8 mai 1945

30600 Vauvert

Tél : 04.66.73.10.73

Adresse électronique : [mairie@vauvert.com](mailto:mairie@vauvert.com)

Site Internet: [www.vauvert.com](http://www.vauvert.com)

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://webmarche.adullact.org>

Maître d'œuvre :

FEST ARCHITECTURE / CONSTRUCTO SKATE-PARK ARCHITECTURE

27, Cours Franklin Roosevelt

13001 Marseille

Tel : 04 96 15 61 04

Adresse électronique : [agence@constructo.fr](mailto:agence@constructo.fr)

### **3 - COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**

Sans objet.

### **4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS – VISITE**

Le descriptif des travaux à réaliser et des prestations à fournir figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le cadre de décomposition des prix joint au dossier de consultation des entreprises, à vérifier et compléter par les candidats.

Les titulaires auront notamment l'obligation de fournir avant la fin de la période de préparation les notices techniques des matériels et matériaux et une attestation de commande des matériels.

#### **Visite du site :**

La visite du site n'est pas obligatoire pour les candidats, mais elle est cependant conseillée.

La visite est libre (non accompagnée), le site étant librement accessible.

L'entreprise intervient en tant que professionnel ; elle doit vérifier la pertinence des solutions proposées, vérifier la faisabilité du projet et proposer le cas échéant une offre COMPLETE et conformes aux règles, avis techniques et DTU en vigueur.

Elle aura pris connaissance du site, de leurs contraintes et des enjeux en place.

Elle aura pris connaissance du délai et du cadencement des travaux attendu.

### **5 - PROPOSITION FINANCIERE**

Unité monétaire : euro. Le prix est forfaitaire, révisable dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Seront également intégrées à la présente offre, toutes les réunions de préparation et de chantiers nécessaires et plus généralement toutes celles émanant du maître d'ouvrage. La présente offre inclura la fourniture de toutes les pièces inhérentes au dossier.

Durée de validité de l'offre : cent vingt jours à compter de la date de remise des offres.

Les prix du marché sont hors T.V.A. Si le taux ou l'assiette des taxes perçues sur les affaires variait entre la date d'établissement des prix et l'époque du fait générateur de celles-ci, le prix de règlement tiendrait compte de cette variation.

### **6 - RESPECT DES COÛTS PREVISIONNELS DES TRAVAUX**

Le montant de l'offre est un montant forfaitaire ; l'attributaire du marché ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire dans la mesure où il lui appartient de vérifier tous les documents, de demander tous les renseignements complémentaires, d'appliquer les normes en vigueur et, plus généralement, toutes les dispositions nécessaires à la réalisation du marché relevant des règles de l'art, des observations sur le terrain et du savoir-faire de l'entreprise.

## **7 - MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **7.1 MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX CANDIDATS**

Les dossiers seront à télécharger sur le profil d'acheteur de la commune, gratuitement, en accès direct non restreint et complet, à l'adresse <https://webmarche.adullact.org>

Les pièces constitutives du dossier sont :

- Règlement de consultation
- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Acte d'engagement
- Cahier des Clauses Techniques Particulières commun et spécifiques à chaque lot et ses annexes (topographie de l'existant, DT, plan général, pièces graphiques particulières)
- Cadre de décomposition du prix forfaitaire
- Cadre de mémoire technique

### **7.2 CONTENU DU DOSSIER A REMETTRE PAR LES CANDIDATS**

Le dossier à remettre par les candidats contiendra les pièces suivantes :

#### **Pièce 1 - Lettre de candidature, DC 1.**

Il s'agit d'une lettre d'intention de soumissionner. En cas de soumission sous forme de groupement, la lettre de candidature précise la composition du groupement et l'habilitation du mandataire par ses co-traitants ; en cas de groupement, chaque membre du groupement doit signer la lettre de candidature malgré la présentation de l'habilitation donnée au mandataire.

Ce document comprend une attestation sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-I à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-II et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-I à L.5212-II du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés datée et signée.

#### **Pièce 2 - Déclaration du candidat, DC 2.**

Le chiffre d'affaires du candidat doit y être mentionné.

#### **Pièce 3 - La copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), si le candidat est en redressement judiciaire.**

#### **Pièce 4 – Une attestation d'assurance responsabilité civile et une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance professionnelle.**

#### **Pièce 5 - Un dossier faisant état :**

##### **5.1 - Des qualifications du candidat en rapport avec l'objet du marché :**

Les candidats produiront des certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres état membres, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation) :

- **Qualisport 900 : streetpark maçonnés**
- **Qualisport 901 : bowl / flowpark maçonnés**

**5.2 - De la liste des travaux exécutés** au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants :

Les candidats devront fournir une liste de références de réalisation de travaux de complexité équivalente :

**Références techniques pour des travaux de complexité équivalente sur les 5 dernières années, pour des prestations réalisées ou en cours de réalisation faisant apparaître de préférence le montant HT des travaux, les coordonnées du responsable de la Maîtrise d'ouvrage, l'année de réalisation.**

**Pièce 6 - L'acte d'engagement (AE)** : cadre ci-joint à compléter et accepter sans aucune modification. Même en cas de présentation de variante(s) libre(s), il est obligatoire de répondre à la solution de base de la consultation et, au sein de celle-ci, à la tranche ferme comme à la tranche optionnelle.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire, seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer. L'acte d'engagement devra en tout état de cause être dûment signé au stade de l'attribution du marché. Les candidats sont informés qu'un acte d'engagement au format papier et signé manuscritement sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution.

**La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation du Cahier des Clauses Administratives Particulières, du Cahier des Clauses Techniques Particulières commun et du Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot concerné, dont les exemplaires détenus par la commune font seuls, foi.**

#### **Pièce 8 – la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**

Le candidat remettra la DPGF entièrement complétée et renseignée et correspondant aux indications contenues dans l'acte d'engagement.

#### **Pièce 9 - Un mémoire technique décrivant dans le détail les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux**

En cas d'attribution du marché, ce mémoire technique deviendra pièce contractuelle.

Les candidats sont informés que le mémoire est un document indispensable à l'appréciation des offres. Par conséquent, sa non-production ou son caractère incomplet au regard des critères définis à l'article 7.4.2 aura pour conséquence de rendre l'offre irrégulière.

Le mémoire technique devra donc **comprendre l'ensemble des éléments listés dans le cadre de mémoire technique** joint au dossier de consultation des entreprises.

Le mémoire technique devra intégrer **en annexe un planning d'exécution détaillé des travaux** (préparation de chantier, phasage opérationnel) assurant la cohérence avec les délais d'exécution, le phasage des travaux, les tâches à réaliser.

Ce planning devra s'inscrire dans les dates jalons du planning prévisionnel, et permettre d'assurer la cohérence avec les délais d'exécution, le phasage des travaux et les tâches à réaliser.

Le mémoire technique devra intégrer **en annexe les fiches techniques des produits envisagés.**

#### **Pièce 10 - Un Relevé d'identité bancaire**

**Il est en outre fortement conseillé au candidat d'accompagner sa candidature dès ce stade, des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, notamment un extrait K bis RCS ou un document équivalent**

Les offres devront être rédigées en langue française.

En vertu de l'article 5 du décret 2014-1097 du 26 septembre 2014, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Les candidats qui souhaiteraient user de ces dispositions devront donc indiquer très nettement dans leur candidature les références du système concerné, les moyens d'y accéder à titre gratuit et les codes d'accès nécessaires.

A l'appui de la déclaration sur l'honneur du DCI relative au respect des obligations fiscales et sociales et des dispositions du Code du travail, le candidat pourra joindre, comme indiqué et conseillé ci-dessus, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail

S'il n'a pas fourni ces pièces au stade de la consultation, le candidat ayant présenté l'offre la plus avantageuse devra les fournir avant attribution du marché, dans un délai maximal de **8 jours** à compter de la réception de la demande de la commune ; à défaut, le marché ne pourra pas lui être attribué.

### **7.3 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS PAR LES CANDIDATS**

#### **7.3.1 Date limite de remise des offres :**

**La DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES est fixée au :**

**Mardi 15 juillet 2025 à 12h00**

#### **7.3.2 Conditions d'envoi des candidatures et des offres sur papier**

##### **7.3.2 Conditions d'envoi des candidatures et des offres sur papier**

La réglementation n'autorise plus la transmission des candidatures et des offres sur papier. Dans l'hypothèse où une offre serait transmise sur support papier et non par voie dématérialisée, le candidat s'expose à la voir rejetée (dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur n'exercerait pas la faculté dont elle dispose de demander une régularisation).

##### **7.3.3. Conditions de transmission des dossiers par les candidats par voie électronique**

Les candidats doivent transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'acheteur public, à l'adresse URL suivante : <http://webmarche.adullact.org>

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

L'offre dématérialisée peut être doublée d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.4 ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **7.4.1 Analyse des candidatures**

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Capacités techniques appréciées à partir des qualifications en rapport avec l'objet du marché et références similaires de moins de cinq ans,
- Garanties financières appréciées d'après le chiffre d'affaires indiqué dans le document « déclaration du candidat ».

Les candidatures qui ne sont pas recevables, qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 7.2 du présent règlement ou qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes, s'exposent à être rejetées.

### **7.4.2 Jugement des offres**

Les critères de sélection des offres sont les suivants :

- **Prix pour 40 % (40 points sur un total de 100)**

La note affectée au critère prix sera calculée à partir de la formule suivante :

Note Prix =  $40 \times (\text{offre la moins-disante} / \text{offre du candidat})$

Note totale maximale : 40

- **Valeur technique de l'offre pour 60 % (60 points sur un total de 100)**

L'appréciation de la valeur technique de l'offre sera basée sur le descriptif technique précis de mise en œuvre figurant dans le mémoire technique et ses annexes, remis par le candidat à l'appui de son offre.

**Sous-critère A : Adéquation des moyens humains et matériels affectés au chantier (Noté sur 10)**

Appréciation en fonction des éléments utiles suivants :

- **Description de l'équipe (nombre, niveau de qualification, organigramme de chantier..., Rôle et mission de chaque intervenant, CV du personnel d'encadrement : conducteur de travaux, chef de chantier, bureau d'études, autres intervenants) : 6 points**
- **Description des moyens matériels (matériels, engins, outillage...) mis en œuvre : 4 points**

**Sous-critère B : Organisation du chantier (Noté sur 10)**

Appréciation en fonction des dispositions envisagées prenant en compte les contraintes du site et de la coactivité entre entreprises :

- **Au regard des dispositions envisagées concernant la sécurité et l'hygiène (du personnel, des tiers, des usagers) : 4 points**
- **Au regard des dispositions envisagées tout au long du chantier pour assurer le respect des aspects esthétiques et qualitatifs des matériaux du projet : 3 points**
- **Au regard des procédures d'autocontrôle de l'entreprise (internes et externes) mises en œuvre lors de l'exécution des prestations : 3 points**

**Sous-critère C : Démarche environnementale (noté sur 10)**

Appréciation en fonction de la prise en compte des éléments techniques à caractère environnemental du dossier, en particulier :

- **Les éléments justifiant la méthodologie relative au traitement et à la gestion des déchets du chantier (tri et valorisation...) notamment les caractéristiques et la nature des filières et techniques de recyclage : 4 points**
- **Les éléments techniques justifiant les dispositions pour la protection de la ressource naturelle et de l'énergie (utilisation de matériaux recyclés, réemploi, technique économe en énergie...) : 3 points**
- **Les éléments justifiants de la limitation des nuisances (émissions polluantes, bruit...) : 3 points**

**Sous-critère D : Méthodologie et processus de construction (noté sur 30)**

Appréciation en fonction de la description de la méthodologie de réalisation des ouvrages en détaillant les modes d'exécution pour l'ensemble des travaux avec précision des moyens humains et matériels nécessaires à chaque phase et notamment pour :

- **Préparation de chantier, études d'exécution : 2 points**
- **Les Réseaux EP : 3 points**
- **Les terrassements : 4 points**
- **Le mode de réalisation et de mise en place et assemblage des éléments de serrureries : 3 points**
- **Le mode de réalisation des murets de glisse et de soutènement en béton : 4 points**
- **La mise en œuvre des bétons et de leur finition sur les parties inclinés et courbes : 6 points**
- **La mise en œuvre des bétons et de leur finition sur les parties horizontales : 4 points**
- **La réalisation des travaux de plantations en tranche optionnelle : 2 points**
- **La réalisation des travaux de revêtements en tranche optionnelle : 2 points**
- **La mise en place des mobiliers en tranche optionnelle : 1 point**

Les offres devront être conformes aux prescriptions du présent règlement et être accompagnées des pièces mentionnées à l'article 7.2 du présent règlement.

Au terme d'éventuelles négociations, la personne responsable du marché choisit, pour chacun des lots l'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères énoncés ci-dessus.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations fiscales et sociales, dans le cas où il n'a fourni que des attestations sur l'honneur.

## 8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires les candidats doivent faire parvenir en temps utile une demande par message par l'intermédiaire de la plateforme de l'acheteur : <https://webmarche.adullact.org>

A toutes fins utiles, il est précisé que la Commune notifiera par le biais de son profil acheteur les réponses aux questions éventuelles et les modifications de détail du DCE. Aussi, les candidats sont invités d'une part, à s'identifier lors du retrait du DCE en précisant des coordonnées de messagerie électronique valide et d'autre part, à consulter régulièrement le profil acheteur de la Commune dont l'adresse est précisée à l'article 2.

Les candidats veilleront à déposer leurs demandes de précisions et questions au plus tard 5 jours calendaires avant le jour limite de remise des offres. A défaut, compte tenu des délais nécessaires à la formulation d'une réponse, ils s'exposent au risque de ne pas la recevoir à temps.

En cas de difficultés, s'adresser au service juridique de la commune de Vauvert, 2 place de la Libération et du 8 mai 1945 - 30600 VAUVERT – Mme Pauline ACEDO – Tél. : 04.66.93.35.38 - Courriel : [juridique@vauvert.com](mailto:juridique@vauvert.com)

## 9 VARIANTES

**Les variantes sont autorisées** sous réserve qu'une réponse soit apportée aussi à la solution de base de la consultation (tranche ferme et tranche optionnelle).

## 10 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE – MANDATAIRE SOLIDAIRE

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire de celui-ci est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

## 11 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard quatre (4) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre, sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **I2 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'Acte d'Engagement. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres (date initiale ou date définitive, en cas de report)